

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 20/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOBAT RESOURCES (ex STCM B2)

Route de Pithiviers
45480 Bazoches-Les-Gallerandes

Références : VAT20240481
Code AIOT : 0010001645

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement ECOBAT RESOURCES (ex STCM B2) implanté Route de Pithiviers 45480 Bazoches-les-Gallerandes. L'inspection a été annoncée le 21/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOBAT RESOURCES (ex STCM B2)
- Route de Pithiviers 45480 Bazoches-les-Gallerandes
- Code AIOT : 0010001645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

–Situation de l'entreprise :

La société ECOBAT RESOURCES B2 exploite une installation de démantèlement de batteries acide/plomb et de première fusion du plomb extrait sur son site de Bazoches-les-Gallerandes. Cet établissement emploie environ 50 salariés.

–Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 4 et 21 décembre 2015.

Par courrier du 14 décembre 2016, la préfète du Loiret a pris acte du nouveau classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Rubriques de classement de l'établissement:

- 4510 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité susceptible d'être présente étant de supérieure à 200 t (autorisation) ;
- 3250-2.b : transformation de métaux et alliages non ferreux, plomb et cadmium, la capacité de fusion étant de 200 t/j (autorisation) ;
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux, la capacité totale étant de 10 000 t (autorisation) ;
- 2550-1 : fabrication de produits moulés de plomb et alliages contenant du plomb, la capacité de production étant de 200 t/j (autorisation) ;
- 2718-1* : transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, la quantité susceptible d'être présente étant de 10 000 t (autorisation) ;
- 2770 : traitement thermique de déchets dangereux (autorisation) ;
- 2771 : traitement thermique de déchets non dangereux (autorisation) ;
- 2790 : traitement de déchets dangereux (autorisation) ;
- 2713-1 : transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 1 100 m² (enregistrement**) ;
- 2714-1 : transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume étant de 1 100 m³ (enregistrement**) ;
- 4725-2 : oxygène, la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 200 t (déclaration) ;
- 4801-2 : houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses, la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 500 t (déclaration).

* La rubrique 2717 a été supprimée par le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 et remplacée par la rubrique 2718.

** Rubriques 2713 et 2714: en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décret n° 2018-458 du 6 juin 2018), les installations de société ECOBAT RESOURCES B2 relèvent à présent du régime de l'enregistrement.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct du seuil de la rubrique 4510.

La rubrique « 3000 » principale de l'établissement, mentionnée à l'article R. 515-61, est la rubrique 3250 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique « 3000 » principale de l'établissement sont celles associées au document BREF NFM (industrie des métaux non ferreux).

–Projets et investissements :

L'exploitant ne signale pas de projet susceptible de modifier sa situation administrative au titre de la réglementation des ICPE.

–Incidents ou accidents :

L'exploitant indique qu'un échauffement est survenu le 12/06/2024 dans un chargement de batteries à destination de son établissement. Il a averti l'inspection des installations classées, isolé le chargement sur site et a mis en place une surveillance (caméra thermique et rondes régulières). La batterie au lithium à l'origine de l'échauffement n'a pas été admise sur le site (retirée et prise en charge en amont). L'exploitant a défini un protocole de tri de ce chargement afin de vérifier l'absence de batterie lithium avant broyage des batteries.

L'exploitant s'engage à transmettre un rapport d'incident à l'inspection des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Plans d'urgence
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Point n°6 de l'inspection du 22/03/2022 - état des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
3	Conduite des installations de traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 3.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conditions de rejet normalisées	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 3.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 3.2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Certification	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 9.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
7	Système de gestion de la sécurité - PhD n° 22	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Liste des substances	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	PFAS	article 2			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point n°4 de l'inspection du 22/03/2022 - formation au POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Système de Gestion de la Sécurité - MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
11	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
12	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
13	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
14	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°4 de l'inspection du 22/03/2022 - formation au POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Observations du 04/12/2023 : Dans le cadre du présent contrôle, l'inspection demande à consulter le support de formation et à se faire expliquer les déclinaisons spécifiques par mission. L'exploitant déclare qu'il n'a pas retrouvé le support de présentation suite au départ de la responsable QHSE de l'établissement.

Il déclare avoir prévu de remettre à plat la formation à la suite de la validation du nouveau POI.

La suite du traitement de ce thème contient des informations sensibles. Leur développement est traité dans une partie confidentielle de ce rapport.

Constat du 04/12/2023 : [C2] L'exploitant ne délivre pas systématiquement, à l'ensemble des opérateurs et intervenants dans l'établissement, une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

L'exploitant présente la version mise à jour du POI et ses annexes (version 12 du 29/08/2024) et le support de formation associé à ce document. Le support de formation est adapté. Par ailleurs, la dernière version du POI comporte une mise à jour de l'ordre de priorité des services à prévenir en cas d'urgence et des modalités d'alerte de l'inspection des installations classées en dehors des heures ouvrées.

L'exploitant présente également :

- les fiches d'émargement des formations POI réalisées entre le 14/03/2024 et le 21/03/2024. Il confirme que l'ensemble des cadres d'astreinte, des chefs de poste et l'équipe managériale de l'établissement B2 a reçu cette formation. Une formation POI a été dispensée à l'ensemble de l'équipe de maintenance (fiche d'émargement en date du 03/04/2024), ainsi qu'à une nouvelle cheffe de poste (fiche d'émargement en date du 23/08/2024) ;
- le tableau de suivi des formations dispensées à son personnel, les dates de réalisation de la formation POI y sont renseignées. Ce document indique également que cette formation est valide durant un an ;
- une fiche d'émargement, datée du 25/04/2023, démontrant que la totalité du personnel du site a reçu une formation à la manipulation des moyens d'extinction d'incendie. Des

attestations spécifiques, établies à la même date, ont été délivrées aux membres de l'équipe de première intervention de l'établissement.

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/03/2024.

L'inspection précise qu'il serait utile que la totalité des opérateurs reçoive la formation relative au POI.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Point n°6 de l'inspection du 22/03/2022 - état des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées pour le grand public

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2024

Prescription contrôlée :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Observations du 04/12/2023 : L'exploitant déclare qu'il n'a pas mis en place le document attendu.

L'inspection rappelle à l'exploitant que cet état des stocks, en situation de crise, doit permettre de disposer des éléments de communication à destination du grand public.

Cet état des stocks 'simplifié' est en premier lieu à l'usage de l'exploitant, pour répondre aux

sollicitations de la presse et des riverains. Il est en second lieu à l'usage de la Madame Préfète et de ses équipes.

L'extraction de cet état des stocks 'simplifié' doit être intégré au POI, dans la partie communication.

Constat du 04/12/2023 : [C3] L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks synthétique destiné à informer le public.

L'exploitant présente un état synthétique des substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockages. Toutefois, l'inspection des installations classées relève que seules les matières dangereuses sont répertoriées dans ce document (par sondage : absence des déchets de métaux non dangereux). En outre, il n'est pas référencé dans le POI.

L'exploitant déclare que l'état synthétique des matières dangereuses qu'il détient est actualisé automatiquement de manière quotidienne à partir de l'état des stocks établi à 16 h. Il indique qu'un inventaire mensuel permet de réaliser un recalage périodique.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées précise qu'il serait plus lisible d'indiquer le volume d'oxygène liquide effectivement détenu plutôt que l'équivalent sous forme d'oxygène gazeux.

Par sondage, l'état des stocks synthétique présenté par l'exploitant indique la présence de 24 lingots de plomb en zone 2 de l'établissement : 34 lingots de plomb sont présents dans cette zone le jour de l'inspection. L'exploitant précise que 10 nouveaux lingots ont été coulés depuis la veille à 16 h.

Constat : L'état synthétique des substances, produits, matières ou déchets tenu par l'exploitant est incomplet (absence des matières non-dangereuses) et n'est pas référencé dans le POI du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conduite des installations de traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consigne d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents et à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en est immédiatement informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Observations du 04/12/2023 : [...] Dans le cadre du présent contrôle, l'inspection concentre son intervention sur les équipements associés aux installations process et assainissement.

[L'inspection a constaté la présence des installations de captation et de traitement des rejets atmosphériques concernant les parties « process » et « assainissement »]

L'exploitant présente à l'inspection les instructions de travail suivantes :

- ROT-B2-3-IT-020 du 20/08/2022 - Sonde rejet atmosphérique fours : Gestion des réactions et investigations en cas de dépassement de seuil ;

- BRO-B2-3-IT-006 du 20/8/2022 - Sonde rejet atmosphérique rotoclone : Gestion des réactions et investigations en cas de dépassement des seuils.

[...] l'inspection retient que ces consignes concernent le conduit n° 1 process et le conduit n° 3 broyage. Elles définissent les actions à mener par le personnel en cas de dépassement de seuils des concentrations en poussières mesurées au droit des exutoires précités. Ces consignes appellent les commentaires suivants de la part de l'inspection :

- les instructions ne prévoient pas de signalement à l'inspection des installations classées. En application de l'article contrôlé, une information immédiate de l'inspection des installations classées est nécessaire en cas d'indisponibilité susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites ;

- la consigne relative au conduit n° 3 retient un seuil de décision d'arrêt du broyage si la valeur de concentration en poussière excède 2 mg/m³/h pendant plus de 2 heures. L'inspection rappelle que la valeur limite d'émission pour cet exutoire ne peut pas être lissée sur 1 heure. En conséquence, l'instruction doit être révisée pour imposer un arrêt de l'installation dès lors que la concentration instantanée excède 2 mg/m³ ;

- de même, la consigne relative au conduit n°1 retient un seuil de décision d'arrêt des fours si la

concentration en poussières excède 4 mg/m³/h pendant plus de 2 heures. L'inspection rappelle que la valeur limite d'émission pour ces exutoires ne peut être lissée sur une durée.

En conséquence, les instructions doivent être révisées pour imposer un arrêt des installations dès lors que les concentrations mesurées en instantané excèdent les valeurs seuils prévues à l'article 3.2.4.1 de l'AP du 06/05/2015. Les conditions requises pour le redémarrage des installations doivent également être révisées en conséquence. [...]

Constat du 04/12/2023 : [C4] Les consignes ne définissent pas les conditions d'arrêt des installations et d'information de l'inspection des installations classées.

L'exploitant présente :

- sa consigne BRO-B2-3-IT-020 mise à jour (révision 4 du 06/06/2024,) relative à la conduite à tenir en cas de dépassement de la VLE prescrite en poussières pour le conduit n° 1 (« process » - quatre fours de fusion). Cette consigne requiert désormais l'arrêt impératif des fours en cas de dépassement de la VLE en poussières fixée à 4 mg/Nm³, en se basant sur la valeur de concentration moyenne sur 30 minutes issue de la mesure en continu (opacimètre) ;
- sa consigne BRO-B2-6-IT-006 mise à jour (révision 4 du 04/06/2024), relative à la conduite à tenir en cas de dépassement de la VLE prescrite en poussières pour le conduit n° 3 (« broyage »). Cette consigne requiert désormais l'arrêt impératif du broyeur en cas de dépassement de la VLE en poussières fixée à 2 mg/Nm³, en se basant sur la valeur de concentration moyenne sur 30 minutes issue de la mesure en continu (opacimètre).

Dans ces deux cas, la prise en compte de cette valeur moyenne permet de lisser les fluctuations ponctuelles. Par ailleurs, ces consignes précisent les investigations à réaliser avant le redémarrage des installations, ainsi que les conditions à respecter en ce qui concerne la concentration en poussières mesurée par l'opacimètre. Toutefois, elles n'indiquent toujours pas qu'une information immédiate de l'inspection des installations classées est nécessaire en cas d'indisponibilité susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites.

L'exploitant déclare :

- qu'il n'a pas établi de consigne relative à la conduite à tenir en cas de dépassement de la VLE prescrite en poussières pour le conduit n° 2 (« assainissement ») ;
- que depuis la mise en application des consignes mises à jour en ce qui concerne le conduit n° 1, il est confronté à la nécessité de réaliser des arrêts fréquents de ses fours, entraînant une chute importante de sa production. Il précise qu'il a fait procéder à une vérification du filtre à manches associé à ce conduit et que cette opération n'a pas révélé de défaut. Ses investigations ont néanmoins permis de déterminer que son opacimètre n'est pas adapté aux rejets atmosphériques de ses fours : en effet il s'agit d'un équipement prévu pour des rejets secs, les gouttelettes liées à la présence de liquides dans les fours sont comptabilisées en tant que poussières et perturbent la mesure (surévaluation de la concentration en poussières). L'exploitant prévoit le remplacement de cet équipement par un opacimètre en voie humide (voir point de contrôle n° 5). Par ailleurs, il indique qu'il va proposer une adaptation de sa consigne à l'inspection des installations classées afin d'éviter une succession trop fréquente de phases de démarrage et d'arrêt des fours (qui sont les plus émettrices de poussières).

Visite de l'installation de broyage :

- présence d'un dispositif de captation des rejets atmosphériques ;
- présence d'un laveur de gaz ("rotoclone") en amont de la cheminée de rejet à l'atmosphère ;
- présence d'un dispositif de mesure de la dépression au niveau du laveur de gaz. L'exploitant déclare qu'en cas de dépression importante, une alarme apparaît en salle de commande ;
- présence d'un opacimètre sur la cheminée de rejet à l'atmosphère. La mesure de poussière est reportée en salle de commande. Au moment de l'inspection, la concentration en poussière (instantanée : 0,32 mg/m³, moyenne 30 min : 0,5 mg/m³) est inférieure à la VLE prescrite.

Constat : L'exploitant n'a pas défini de consigne relative à la conduite à tenir en cas de dépassement de la VLE prescrite en poussières pour le conduit n° 2 (« assainissement »). De plus, les consignes concernant les conduits n° 1 et 3 ne prévoient pas une information immédiate de l'inspection des installations classées en cas d'indisponibilité susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conditions de rejet normalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2024

Prescription contrôlée :

N° conduit / Rejet des fumées des installations raccordées / Débit nominal en Nm³/h / Vitesse mini d'éjection en m/s

N°1 / Poussières, plomb, éléments métalliques (Cd, Hg, As, Sn, Cr, Co, Cu, Mn, ...) / 28 000 / 8

N°2 / Poussières, plomb, éléments métalliques (Cd, Hg, As, Sn, Cr, Co, Cu, Mn, ...) / 200 000 / 8

N°3 / Poussières, plomb, éléments métalliques (Cd, Hg, As, Sn, Cr, Co, Cu, Mn, ...) / 22 000 / 8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la

vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

Observations du 04/12/2023 : [...] L'inspection relève les éléments suivants concernant les débits moyens mesurés lors des contrôles semestriels par l'organisme externe :

- Point N°1 / Process :

Débit moyen sur gaz sec oscille autour de 25 762 Nm³/h.

Vitesse d'éjection de 7,7 m/s en mars 2021, de 6,5 m/s lors de la contre analyse ; de 7,7 m/s en novembre et décembre 2021. Valeurs enregistrées lors des autres contrôles semestriels supérieures à 8 m/s.

L'inspection relève que certaines valeurs de vitesse d'éjection sont inférieures à la valeur minimale prescrite de 8 m/s. Par ailleurs, la valeur de débit nominal est inférieure à la valeur prescrite.

L'exploitant ne fournit pas d'explication à l'inspection sur le non-respect de ces 2 paramètres.

- Point N°2 / Assainissement / Coulée des fours et opérations de chargement :

Débit moyen sur gaz sec autour de 115 956 Nm³/h.

Vitesses d'éjection toutes supérieures à 8 m/s.

L'inspection relève que la valeur de débit nominal est inférieure à la valeur prescrite. L'exploitant ne fournit pas d'explication à l'inspection sur le non-respect du paramètre débit.

- Point N°3 / Broyage / Atelier de broyage :

Débit moyen sur gaz sec autour de 9 706 Nm³/h.

Vitesse d'éjection de 4,3 m/s en mars 2021 lors de la contre analyse ; de 5 m/s en novembre et décembre 2021 ; de 4,7 m/s en mars 2022 ; de 7,1 m/s en septembre 2022 et de 7,8 m/s en avril 2023.

L'inspection relève que la valeur de débit nominal est inférieure à la valeur prescrite et que l'ensemble des vitesses d'éjection sont inférieures à la valeur minimale prescrite.

L'exploitant indique qu'en mai 2022, suite à un contrôle des tensions des courroies, il a fait procéder à un changement des courroies et des poulies.

L'exploitant indique qu'il n'a pas monitoring en continu des vitesses d'éjection au droit des cheminées de l'établissement.

L'inspection demande à l'exploitant de revoir le tableau de suivi des rejets atmosphériques afin de faire ressortir les valeurs non-conformes.

Constat du 04/12/2023 : [C5] Non respect des valeurs minimales de débit et de vitesse d'éjection au droit des conduits de rejet atmosphérique de l'établissement.

L'exploitant présente les deux derniers rapports d'analyse de ses rejets atmosphériques réalisés par un organisme accrédité COFRAC :

- les essais ont été réalisés du 16 au 18/10/2023 et du 13 au 15/02/2024 (une campagne de prélèvements des rejets atmosphériques est en cours le jour de l'inspection) ;
- l'ensemble des paramètres et des polluants prescrits pour les conduits n° 1, 2 et 3 a fait l'objet d'une surveillance ;
- conduit n° 1 (« process ») : le débit sur gaz sec mesuré en février 2024 (28 794 Nm³/h) est légèrement supérieur au débit nominal, il était inférieur au débit nominal en octobre 2023 (21 479 Nm³/h). Dans les deux cas la vitesse d'éjection minimale prescrite est respectée ;
- conduit n° 2 (« assainissement ») : le débit sur gaz sec mesuré en février 2024 (99 474

Nm³/h) ainsi que celui mesuré en octobre 2023 (92 670 Nm³/h) sont inférieurs au débit nominal. Dans les deux cas la vitesse d'éjection minimale prescrite est respectée ;

- conduit n° 3 (« broyeur ») : le débit sur gaz sec mesuré en février 2024 (12 899 Nm³/h) ainsi que celui mesuré en octobre 2023 (11 213 Nm³/h) sont inférieurs au débit nominal. Dans les deux cas la vitesse d'éjection est inférieure à la vitesse minimale prescrite (février 2024 : 7,7 m/s, octobre 2024 : 7 m/s). L'exploitant présente une photographie démontrant qu'un cône de réduction, visant à augmenter la vitesse d'éjection des rejets, a été installé sur ce conduit (équipement non visible depuis le sol). La campagne de surveillance en cours permettra d'évaluer l'efficacité de ce dispositif.

Le débit nominal ne correspond pas à une valeur limite d'émission. Toutefois l'exploitant est tenu de respecter les vitesses d'éjection minimales prescrites.

Constat : La vitesse d'éjection des rejets atmosphériques du conduit n° 3 ("broyeur") est inférieure à la vitesse minimale prescrite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites des concentrations et flux des rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter en concentration et en flux les valeurs limites définies dans les tableaux ci-dessous, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Poussières totales :

- Conduit n° 1 : 4 mg/Nm³ ; 112 g/h ;

- Conduit n° 2 : 2 mg/Nm³ ; 400 g/h ;
- Conduit n° 3 : 2 mg/Nm³ ; 44 g/h.

Éléments métalliques (applicable à l'ensemble des conduits) :

- Cadmium, Mercure, Thallium et leurs composés : 0,1 mg/Nm³ ; 5 g/h ;
- Cadmium ou Mercure ou Thallium : 0,05 mg/Nm³ ;
- Arsenic, Sélénium, Tellure et leurs composés : 0,1 mg/Nm³ ; 10 g/h ;
- Plomb et leurs composés : 1 mg/Nm³ ; 50 g/h ;
- Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Etain, Manganèse, Nickel, Vanadium, Zinc et leurs composés : 1 mg/Nm³ ; 50 g/h.

Dioxines et furanes :

Conduit n° 1 : 0,1 ng/Nm³ ; 0,0028 g/h (arrêté préfectoral complémentaire du 21/12/2015).

Constats :

Observations du 04/12/2023 : L'établissement dispose d'un dispositif de mesure en continu des concentrations en poussière. L'exploitant précise que cette mesure est réalisée au moyen d'une sonde opacimètre.

L'arrêté préfectoral imposant un suivi en conditions normalisées dispose que les résultats soient rapportés à des conditions normalisées, ce qui implique que l'équipement en place doit également effectuer une mesure en continu de la température et du taux d'humidité.

L'exploitant n'est pas en capacité de justifier ce point auprès de l'inspection.

Concernant les contrôles réalisés en interne chaque mois sur le paramètre plomb, l'exploitant indique qu'il utilise un filtre à quartz qui pompe dans chacun des exutoires. L'opération est réalisée par le personnel d'Ecobat.

L'inspection relève dans le tableau de suivi des émissions atmosphériques transmis par l'exploitant avant la présente inspection que les paramètres sont tous exprimés en mg/m³ et non en mg/Nm³. Au vu du protocole mobilisé et de la restitution présentée, l'exploitation n'est pas en mesure de justifier que les mesures sont normalisées.

Concernant les contrôles réalisés par un organisme externe, l'inspection relève dans le tableau de suivi des émissions atmosphériques transmis par l'exploitant avant la présente inspection que les paramètres sont tous exprimés en mg/m³ et non en mg/Nm³. Le tableau comprend néanmoins des valeurs de mesures pour les paramètres température et taux d'humidité, laissant penser que les concentrations sont bien normalisées. En outre, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un document justifiant la méthodologie employée par l'organisme externe pour la réalisation de ces contrôles.

Constat du 04/12/2023 : [C6] L'exploitant doit justifier que le dispositif de surveillance en continu des rejets en poussière permet de rendre compte du respect des valeurs seuils de concentration et de flux, en conditions normalisées. Il doit également justifier que les concentrations mesurées mensuellement en interne et les contrôles réalisés par un organisme tiers accrédité sont bien normalisées également.

Examen complémentaire du rapport d'analyse des rejets atmosphériques précité (surveillance par un organisme extérieur accrédité) :

- les volumes de gaz sont rapportés à des conditions normalisées de température (273

- kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- la valeur d'émission en flux prescrite pour le plomb est dépassée en février 2024 en ce qui concerne le conduit n° 2 ("assainissement") (62,2 g/h > 50 g/h). Absence de dépassement de cette VLE en octobre 2023 ;
- les autres VLE en flux et en concentration prescrites sont respectées.

L'exploitant a fait remplacer la totalité des manches de filtration du dispositif de traitement des rejets du conduit n° 2. Il présente le rapport d'intervention de son prestataire (opération réalisée du 29/07 au 02/08/2024, ainsi que les 12 et 13/08/2024). L'efficacité de cette action pourra être évaluée à l'issue de la campagne de surveillance en cours le jour de l'inspection.

Par sondage, l'exploitant présente les résultats de ses suivis mensuels des rejets atmosphériques de ses trois conduits pour le paramètre plomb en ce qui concerne l'année 2024 (autosurveillance réalisée par l'exploitant). Il n'est pas constaté de dépassement de la VLE prescrite en concentration, toutefois l'inspection des installations classées relève que l'exploitant ne s'assure pas du respect de la VLE prescrite en flux.

Par ailleurs, l'exploitant déclare qu'il ne mesure pas le débit, la température et la pression dans ses exutoires de rejet. Dans ces conditions, les résultats des opérations de surveillance mensuelles réalisées par l'exploitant, ainsi que les mesures de ses opacimètres, ne sont pas rapportés aux conditions normalisées prescrites.

En outre, il s'avère, comme précisé au point de contrôle n° 3, que l'opacimètre installé sur le conduit n° 1 (fours) n'est pas adapté à des rejets atmosphériques humides.

L'exploitant présente les actions correctives qu'il envisage :

- un opacimètre en voie humide a été commandé en ce qui concerne le conduit n° 1. Cette commande prévoit également de doter ce conduit de capteurs de température, de pression, de débit et d'humidité. La documentation technique présentée précise que ces équipements répondent à la norme QAL1. L'achèvement de cette opération est prévu avant la fin de l'année 2024 ;
- les conduits n° 2 et 3 seront également dotés de capteurs de température, de pression, de débit et d'humidité. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la commande correspondante. Il s'engage toutefois à mener cette action à bien avant la fin de l'année 2025.

Constant : Le flux de plomb rejet au conduit n° 2 ("assainissement") est supérieur au flux maximal prescrit.

Par ailleurs les résultats de la surveillance mensuelle des rejets atmosphériques réalisée par l'exploitant, ainsi que les mesures des dispositifs de mesure en continue de poussières, ne sont pas rapportés aux conditions normalisées prescrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Certification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Certification des appareils de mesure
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive)</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 04/12/2023 : Le présent thème s'appuie sur la déclinaison de l'action nationale 2022 relative à la surveillance des rejets en continu dans l'air des installations classées. Il est basé sur l'évaluation des équipements de mesure des poussières au regard du référentiel de la norme NF EN 14181 à ce jour non opposable à l'exploitant.</i></p> <p><i>Indépendamment de la déclinaison de ce thème, il a été relevé par l'inspection dans un précédent thème du présent rapport que l'exploitant, a minima par défaut de comparaison des résultats de mesures internes avec les résultats obtenus par l'organisme tiers accrédité, ne s'assure pas de la représentativité des valeurs mesurées.</i></p> <p><i>Constat du 04/12/2023 : [C7] L'exploitant ne s'assure pas de la représentativité des valeurs mesurées.</i></p> <p>L'exploitant présente les certificats QAL1 de ses trois opacimètres (« process » (daté du 03/05/2021, arrivant à expiration le 02/05/2026), « broyeur » et « assainissement » (datés du 05/08/2021, arrivants à expiration le 04/08/2026)). Concernant le QAL1 process, l'inspection relève que la mesure certifiée n'est pas supérieure à 2,5 fois la VLE conformément à la norme, non opposable à la présente installation.</p> <p>La commande relative au remplacement de l'opacimètre du conduit n° 1 ("process") et à la mise en place des capteurs précisés au point de contrôle n° 5 indique que ces équipements répondront à la norme QAL1. L'exploitant s'engage à appliquer la norme QAL2 dès leur mise en service.</p> <p>En outre, il s'engage également à appliquer la norme QAL2 dès la mise en service des capteurs qui</p>

équiperont ses conduits n° 2 et n° 3.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées rappelle que, dès lors qu'il sera en mesure d'assurer une surveillance interne dont les résultats sont rapportés aux conditions normalisées prescrites, l'exploitant devra comparer les résultats de ses mesures internes à ceux issus de la surveillance confiée à un organisme tiers accrédité afin d'identifier d'éventuelles dérives de ses équipements.

Le constat de l'inspection précédente est maintenu dans l'attente de l'achèvement de ces actions correctives.

Constat : L'exploitant ne s'assure pas de la représentativité des valeurs mesurées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Système de gestion de la sécurité - PhD n° 22

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés et exploitation des installations en sécurité

Prescription contrôlée :

Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

[...]

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser

les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

Constats :

Observations du 04/12/2023 : L'étude de dangers retient le phénomène dangereux (PhD ci-après) n° 22 : Explosion confinée de gaz naturel dans l'atelier des fours (fonderie).

Le développement de ce thème comportant des informations sensibles au sens de l'instruction Gouvernementale du 12 septembre 2023, son développement est décliné dans une partie confidentielle de ce rapport.

Il ressort de ce point de contrôle des manquements dans le système de gestion de la sécurité de l'établissement, sur la partie relative à la maîtrise des procédés et de l'exploitation concernant les procédures et instructions nécessaires à l'exploitation des installations en sécurité.

Constat du 04/12/2023 : [C9] - Le système de gestion de la sécurité n'inclut pas l'ensemble des procédures et instructions nécessaires pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.

Le développement de ce thème comportant des informations sensibles au sens de l'instruction Gouvernementale du 12 septembre 2023, son développement est décliné dans une partie

confidentielle de ce rapport.

Il ressort des constats réalisés par l'inspection des installations classées que l'exploitant doit actualiser son étude de dangers (EDD) en ce qui concerne le PhD n° 22 précité. L'exploitant présente la commande, datée du 23/02/2024, missionnant un bureau d'étude pour réaliser ladite actualisation.

Par ailleurs, l'exploitant a identifié les dispositifs permettant de prévenir le PhD n° 22 en tant que mesure de maîtrise des risques (MMR). Il a élaboré des procédures et des instructions relatives à la définition, au suivi et à la maintenance de cette MMR. Toutefois, l'inspection des installations classées relève que ces procédures et instructions sont incomplètes car elles ne couvrent pas l'ensemble de la chaîne de sécurité associée à ces dispositifs.

Constat : Certaines hypothèses retenues par l'exploitant pour le phénomène dangereux n° 22 de l'EDD de son établissement ne sont pas applicables à ce type de scénario.

Par ailleurs, les procédures et instructions associées à la MMR permettant une maîtrise des risques associés au phénomène dangereux n° 22 sont incomplètes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Système de Gestion de la Sécurité - MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés et exploitation des installations en sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/07/2024

Prescription contrôlée :

Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou

aspects suivants de l'activité :

[...]

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

Constats :

Observations du 04/12/2023 : L'étude de dangers retient le phénomène dangereux (PhD ci-après) n° 22 : Explosion confinée de gaz naturel dans l'atelier des fours (fonderie).

Le développement de ce thème comportant des informations sensibles au sens de l'instruction Gouvernementale du 12 septembre 2023, son développement est décliné dans une partie confidentielle de ce rapport.

Il ressort de ce point de contrôle des manquements dans le système de gestion de la sécurité de

l'établissement, sur la partie relative à la maîtrise des procédés et de l'exploitation concernant les procédures et instructions nécessaires à l'exploitation des installations en sécurité.

Constat du 04/12/2023 : [C9] - Le système de gestion de la sécurité n'inclut pas l'ensemble des procédures et instructions nécessaires pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.

Voir point de contrôle n° 7.

Bien que ces éléments doivent faire l'objet de compléments, **l'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/03/2024** en mettant en place dans son SGS des procédures et des instructions permettant l'exploitation des installations utilisant du gaz en sécurité (identification en tant que MMR des dispositifs permettant de maîtriser les risques associés au phénomène dangereux n° 22).

Pas d'écart constaté en ce qui concerne la création des procédures et instructions associées au phénomène dangereux n° 22 dans le SGS.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant déclare qu'il a examiné les fiches de données de sécurité associées à certaines substances qu'il détient (en particulier : batteries plomb, pâte de plomb, oxydes de plomb). Il n'a pas identifié de substances PFAS.

L'inspection des installations classées relève que cet examen a été réalisé de manière partielle, sur quelques substances détenues. De plus, l'exploitant n'a pas recherché les substances produites par dégradation. En outre, l'examen des rapports d'analyse correspondants aux prélèvements d'effluents aqueux réalisés en septembre, octobre et novembre 2023 (voir point de contrôle n° 10) fait apparaître une faible concentration en acide perfluorohexanoïque (PFHxA) dans les rejets de l'établissement (de l'ordre de 0,5 µg/l). L'exploitant n'a pas recherché la source susceptible

d'émettre ce polluant, ni ajouté ce dernier à une liste des PFAS qu'il est susceptible de rejeter.

Constat : L'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant présente le plan de ses réseaux humides en date du 18/08/2022 : les eaux pluviales sont stockées dans des bassins ("BEP1" et "BEP2" de 590 m³ chacun) avant d'être rejetées vers un bassin d'infiltration. Il s'agit du seul point de rejet d'effluents aqueux de l'établissement. L'exploitant déclare que les prélèvements avant rejet, ainsi que ceux prescrits pour les analyses des substances PFAS, sont réalisés dans le bassin BEP2.

Visite de l'installation : présence des bassin BEP1 et 2, ils jouxtent le bassin d'infiltration, ils sont réalisés en déblai et rendus étanche par une membrane, leur volume est cohérent avec celui indiqué.

L'exploitant présente trois rapports d'analyse concernant les eaux pluviales rejetées au milieu naturel :

- ils correspondent à des prélèvements réalisés le 28/09/2023, le 19/10/2023 et le 16/11/2023 ;

- le paramètre AOF et les 20 PFAS obligatoires listés à l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ont fait l'objet d'une analyse ;
- les PFAS supplémentaires listés à l'article 3-3° de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, hormis le PFTeA et le DONA, ont fait l'objet d'une analyse, l'exploitant a également analysé deux PFAS complémentaires (PFTA et NaDONA).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Examen complémentaire des rapports d'analyse cités au point de contrôle n° 10 :

- les prélèvements ont été réalisés par un prestataire bénéficiant de l'accréditation COFRAC essais 1-2024 ;
- les analyses des 20 PFAS obligatoires listés à l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ont été réalisés par un prestataire bénéficiant de l'accréditation COFRAC essais 1-0685, hormis en ce qui concerne le PFTriDS pour le prélèvement de septembre 2023 (l'analyse de ce PFAS a bien été réalisée sous accréditation COFRAC en octobre et en novembre 2023, à chaque fois le résultat est inférieur à la limite de quantification).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de

<p>l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Examen complémentaire des rapports d'analyse cités au point de contrôle n° 10 : les campagnes d'analyse ont été réalisées sur la base de prélèvements instantanés car les rejets aqueux sont effectués par bâchée et non en continu.</p> <p>L'exploitant présente son instruction BRO-B2-0-IT-009 (révision 0 du 19/10/2022) relative à la réalisation des prélèvements d'eau avant rejet. Elle impose la réalisation d'un échantillon représentatif d'un litre par prélèvement de 250 ml en quatre points différents du bassin BEP2. Il déclare que les prélèvements en vue de la réalisation des analyses de substances PFAS ont été réalisés conformément à cette instruction.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Examen complémentaire des rapports d'analyse cités au point de contrôle n° 10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> la limite de quantification correspondant au paramètre AOF est de 2 µg/l ; la limite de quantification correspondant à chaque PFAS analysé est de 100 ng/l. <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats des campagnes citées au point de contrôle n° 10 sur l'application GIDAF. Il n'est pas observé d'incomplétude en ce qui concerne les transmissions réalisées. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite